
Dominique PESTRE, dir., *Le Gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Recherches, 2014, 321 pages

Vincent Carlino



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11338>

DOI : [10.4000/questionsdecommunication.11338](https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11338)

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2017

Pagination : 527-530

ISBN : 9782814303256

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Vincent Carlino, « Dominique PESTRE, dir., *Le Gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945* », *Questions de communication* [En ligne], 31 | 2017, mis en ligne le 01 septembre 2017, consulté le 12 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/11338> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/questionsdecommunication.11338>

Questions de communication is licensed under CC BY-NC-ND 4.0



Les trois chapitres suivants (pp. 103-150 ; pp. 151-186 ; pp. 187-224) abordent la réception et la propagation de ce nouveau paradigme d'affectivité chrétienne dans les milieux de la haute société féodale française. Entre le ^x^e et le ^{xii}^e siècle, la nouvelle conception du salut fondée sur l'importance radicale des affects émerge du microcosme monastique qui l'a vu naître, pour partir à la conquête de la société laïque. Ce faisant, le modèle « rencontre d'autres logiques sociales et discursives », notamment « celle de la pensée scientifique de l'homme, mais aussi celles de la culture aristocratique » (p. 149). Enfin, les trois derniers chapitres (pp. 225-256 ; pp. 257-302 ; pp. 303-346) traitent de différents aspects concernant la façon dont les émotions irriguent les relations sociales à la fin du Moyen Âge. Les chapitres ^{vii} et ^{ix} intitulés respectivement « Politiques des émotions princières » et « Émotion commune », soulignent les différences dans le jugement des émotions dans les cours princières et des émotions du peuple. L'un des chapitres les plus captivants est le huitième, dont le titre est « La conquête mystique de l'émotion » : la dévotion mystique engage « un nouveau mode de communication du sacré », une piété affective d'une ferveur insolite, dans laquelle « l'émotion incarnée occupe le devant de la scène » (p. 268).

L'une des particularités de ce livre foisonnant est de traiter l'émotion dans sa dimension culturelle et relationnelle, c'est-à-dire de considérer l'ensemble des façons de vivre et d'user de l'affect en société. En ce sens, *Sensible Moyen Âge* octroie une grande attention à la perspective de genre. Entre autres aspects, les auteurs considèrent la manière dont la culture des groupes hégémoniques s'appuie sur l'émotion pour fonder des rapports homme/homme et homme/femme ainsi que la façon dont ces rapports sont assumés – activement – par des groupes subalternes. Par exemple, les auteurs traitent : des particularités de l'homoaffectivité dans la solidarité amicale, l'*amicitia*, une relation circonscrite dans les liens monacaux et féodo-vassaliques (p. 171) ; de la dévotion au Christ incarnée, laquelle, en mobilisant les affects, et en particulier celui de l'amour maternel, effectue une féminisation de la déité (p. 138) ; des pleurs et de la colère publique des rois – et parfois des reines – qui gouvernent ; de la mystique affective et corporelle pratiquée par les femmes, résultant « à la fois d'une assignation et d'une appropriation » du rôle qui leur est assigné par la société de l'époque (p. 289). Comme le montrent ces exemples, un aspect remarquable de l'étude est de souligner le rôle social des affects. En conséquence, l'ouvrage aborde la manière dont, en créant ou en réaffirmant l'identité émotionnelle du groupe, les affects contribuent au projet d'ordonner la société (p. 306), car l'émotion peut servir de langage politique sur lequel un régime peut s'appuyer pour créer une identité en résistance ou en opposition

à un autre régime (*ibid.*). C'est ainsi que Piroška Nagy et Damien Boquet démontrent non seulement que les affects sont au cœur du lien social, mais également que les émotions agissent dans l'histoire.

Une autre question très intéressante qui apparaît dès le début de l'ouvrage, est celle du lexique. Piroška Nagy et Damien Boquet invitent à se méfier d'une histoire des émotions qui serait exclusivement armée des concepts médiévaux, car nous éprouverions de grandes difficultés à trouver une notion médiévale analogue à celle de l'émotion moderne. C'est pourquoi, l'ouvrage illustre le fait qu'il existe une pluralité de vocabulaires, et que, souvent, un groupe de termes peut former une partie d'une imbrication sémantique particulière, comme les termes *affectio*, *amicitia*, *dilectio* et *caritas*. Le travail de l'historien concerne donc l'inscription du vocabulaire et de la rhétorique des émotions dans des scénarios discursifs, ainsi que leur mise en relation avec les caractéristiques du groupe auquel ils sont associés. À ce sujet, même si la plupart des sources se trouvent « encodées » dans des catégories chrétiennes – *a priori* en latin – et en dépit du fait que les auteurs aient opté pour l'analyse de l'espace francophone, leur étude pourrait s'enrichir d'une comparaison de la palette du vocabulaire émotionnel entre le français et d'autres langues vernaculaires voisines. De plus, on trouve une difficulté d'ordre méthodologique, car leur œuvre se nourrit de plusieurs concepts des études émotionnelles anglo-saxonnes, comme celui de *communauté émotionnelle* développé par Barbara H. Rosenwein (« Émotions en politique. Perspectives de médiéviste », *Hypothèses*, 1, 5, 2001, pp. 315-324), ou celui d'*émotif* de William M. Reddy (« Against Constructionism: The Historical Ethnography of Emotions », *Current Anthropology*, 38, 1997, pp. 327-351), sans pourtant élucider en profondeur leur choix entre la multiplicité des modèles disponibles. Toutefois, le livre est déjà imposant et il aurait été difficile de le prolonger sans l'alourdir. Cela explique peut-être le fait que certaines parties peuvent paraître trop courtes (à l'instar de l'analyse des images, qui ne sont convoquées qu'à titre d'exemples).

Natalia Núñez Bargeño

Crimic, université Paris-Sorbonne, F-75005
ophelia38@gmail.com

Dominique PESTRE, dir., *Le Gouvernement des technosciences. Gouverner le progrès et ses dégâts depuis 1945*

Paris, Éd. La Découverte, coll. Recherches, 2014, 321 pages

Le développement des sciences et des techniques constitue un objet majeur pour les sciences humaines

et sociales. En prenant la direction d'un ouvrage entièrement consacré au « progrès et ses dégâts », Dominique Pestre souligne avec force qu'il est nécessaire de changer le regard sur les sciences et techniques qui nous entourent. Ce pari s'incarne dans le concept de gouvernement qui guide l'ensemble des huit contributions. Ce travail collectif dresse l'histoire des façons de gouverner les technosciences à partir de cas issus des domaines de la santé publique, de la faim dans le monde, du changement climatique, ou encore de la gestion des eaux. Les auteurs analysent avec précision les processus politiques ainsi que les espoirs, les logiques, et les visions du monde qui les accompagnent. Les études s'inscrivent dans le temps long et s'attachent à rendre compte des dynamiques et des évolutions qui conduisent à cadrer les problèmes, désigner les acteurs, légitimer les savoirs.

Dans son introduction, Dominique Pestre (pp. 7-30) pose les enjeux théoriques de l'analyse des technosciences sous l'angle de leur gouvernement. Concrètement, il s'agit d'un « travail historique cherchant à décrire les formes de gouvernement du progrès et les dégâts qu'il occasionne depuis 1945 » (p. 7). Ce qui fonde ce programme de recherche est l'omniprésence des sciences et des techniques dans notre quotidien ainsi que la multiplication des instances et des instruments pour les réguler. L'auteur souligne sa « relative insatisfaction » du cadrage de ces questions par les *science and technology studies* (sts). En se focalisant sur des moments ponctuels, les chercheurs ne laissent que peu de place à la « dimension historique et cumulative » (p. 10). À force de se concentrer sur des micro-objets, ces recherches deviennent aveugles d'une série de facteurs qui dépassent le strict cadre des situations. L'approche par « gouvernement » entend réaffirmer le poids des institutions, des encadrements et des lois sur les pratiques de gestion qui se veulent ouvertes et transparentes telles que la participation, la coproduction et les tables-rondes multi acteurs. Entendu comme « la capacité de mobiliser des outils et des manières de faire pour agir et ordonner les autres » (p. 14), le gouvernement ne se limite pas à la souveraineté de l'État. Il englobe l'action d'institutions politiques internationales, des laboratoires, des industries, des ONG ou des instruments de régulation.

Dans l'ensemble des cas présentés, le gouvernement se rend visible par sa capacité à inventer des normes, des instruments, des dispositifs et des commissions d'experts dont les acronymes sont difficilement compréhensibles pour les profanes. Le premier chapitre rédigé par Nathalie Jas (pp. 31-63) a pour objet cette prolifération dans le cas des substances chimiques dangereuses.

L'enjeu est de questionner les logiques de ce mille-feuilles au-delà de sa complexité apparente. Pour l'auteure, l'empilement des procédures est contre-productif car il conduit à une faible prise en charge de la protection de l'environnement. À partir des années 50, la création de dispositifs permet de lever les obstacles à la circulation internationale des substances chimiques dangereuses pour favoriser l'ouverture de marchés dans les pays émergents. L'enjeu de santé publique des substances chimiques est largement pris en charge par des acteurs industriels et économiques privés qui développent leurs propres normes et participent à l'harmonisation des réglementations dans les espaces régionaux et internationaux. Du fait de leur nombre, les textes sont difficilement applicables car ils se contredisent entre eux. Dès les années 60, les organisations environnementales et les militants écologistes estiment que la circulation des substances chimiques dangereuses est telle que c'est la planète toute entière qui est contaminée. Un mode de gestion centré sur la récolte de données environnementales est mis en place pour évaluer le risque de contamination et contrer la critique écologiste par des arguments chiffrés. Or, cette approche par les risques nécessite qu'ils soient avérés pour être comptabilisés, ce qui laisse le temps aux catastrophes de se produire dans l'intervalle du long processus de calcul. Enfin, multiplier les dispositifs permet de montrer publiquement qu'un problème est pris en charge.

L'analyse de la « révolution verte » de Lise Cornilleau et Pierre-Benoît Joly (pp. 171-201) montre que le gouvernement des technosciences véhicule des valeurs et des représentations. En s'intéressant à l'histoire de ce programme de développement américain, les auteurs expliquent que celui-ci s'appuie sur la construction d'un « récit héroïque » pour convaincre de son bien-fondé. En effet, la révolution verte peut être perçue comme colonialiste dans la mesure où elle intervient dans les affaires intérieures d'un pays pour y installer un modèle agricole centré sur des technologies modernes de production. L'enjeu n'est donc pas seulement de fournir à ses partenaires les moyens de nourrir les populations mais de convaincre qu'il s'agit de la seule solution efficace. Les fondations détiennent un « pouvoir idéologique » (p. 179) puisqu'elles détiennent la solution à un problème qu'elles imposent et définissent elles-mêmes, celui de « la faim dans le monde ». Dès les prémices du programme en 1943, la Fondation Rockefeller estime qu'il est de son « devoir » d'agir face à la famine, compte tenu des moyens dont elle dispose. Cependant, l'imposition d'un modèle agricole intensif bouscule les habitudes alimentaires et les savoirs paysans des pays en développement. Ainsi la révolution

verte est-elle un instrument de gouvernement qui impose un paradigme où les solutions aux problèmes sociaux et humains sont avant tout techniques.

La définition des problèmes soulève des enjeux similaires dans le domaine de la santé publique. Jean-Paul Gaudillière (pp. 65-96) montre que l'élaboration d'une liste de médicaments essentiels par l'OMS en 1977 a suscité une vive opposition de la part de l'industrie pharmaceutique. Individuellement, celle-ci prenait la forme de luttes entre firmes pour faire figurer leurs produits dans la liste. Collectivement en revanche, l'opposition s'est traduite par une remise en cause de la notion de « médicament essentiel ». En déclarant agir au nom du bien commun et de la santé publique, les industriels ont recadré le débat en vue d'intégrer des médicaments commerciaux dans la liste initiale qui ne comportait que des médicaments génériques et peu onéreux. L'auteur retrace également la création d'un indicateur, le DALY (« Disability Adjusted Life Years »), servant à évaluer la « morbidité » d'une maladie (p. 80) en soulignant les dérives qu'implique un calcul coût-bénéfice lorsqu'il est appliqué à la santé. En « comparant l'incomparable » rationalisé par ces indicateurs, les investisseurs influent de façon significative sur le développement sanitaire de nombreux pays à travers des choix guidés par des soucis strictement économiques et de rentabilité.

Bien qu'il soit important d'entrer dans le détail des dispositifs et de leurs façons de penser les technosciences, les contributions de Yannick Mahrane et Christophe Bonneuil (pp. 133-169), ainsi que de Stefan C. Aykut et Amy Dahan (pp. 97-132) soulignent l'importance d'une approche « macro » des phénomènes. Grâce à une analyse de l'environnement pendant la guerre froide, les deux premiers auteurs montrent bien à quel point les représentations du monde et de l'environnement sont soumises aux contextes militaire et géopolitique. Ainsi déconstruisent-ils l'idée d'une conscience environnementale subitement mise à l'agenda en rappelant qu'elle émerge dans une lutte mondiale d'accès aux ressources naturelles. Le chapitre rédigé par le second duo met en exergue ce paradoxe entre l'exploitation des ressources et la préservation de la Terre qu'ils qualifient de « schisme de réalité », d'après l'expression d'Oskar Negt. Les auteurs livrent une triple lecture historique du grand dispositif international de négociation et de régulation que sont les conférences des parties de la Convention-cadre des Nations unies (COP). Si le changement climatique est le premier problème environnemental à avoir créé un dispositif mondial médiatisé, il reste subordonné à une logique géopolitique d'accès aux ressources fossiles, économique

fondée sur le lien entre croissance économique et ressources énergétiques, et environnementale liées aux risques irréversibles du réchauffement climatique.

L'ensemble de l'ouvrage souligne que le gouvernement des technosciences se fonde prioritairement sur la défense d'intérêts politiques et économiques avant même l'intérêt écologique. Les deux derniers chapitres permettent au lecteur de faire une mise au point sur deux notions qui marquent cette tendance. La première, proposée par Soraya Boudia (pp. 231-259), concerne l'analyse coût-bénéfice. En retraçant l'histoire de cette technique sur le long terme, l'auteure montre qu'il s'agit d'une technique visant à légitimer les décisions publiques. Elle souligne la nécessité de se défier du présupposé que les analyses de ce type sont purement rationnelles. Elles sont en réalité le résultat de débats, de méthodes et de pratiques qui demeurent encore aujourd'hui non stabilisées. Plus que la rationalité de l'outil, l'auteure souligne le glissement qu'il est parvenu à opérer, à savoir « penser les projets publics dans les termes de l'analyse économique » (p. 243). Par la suite, Dominique Pestre (pp. 261-284) propose un retour sur la notion de néolibéralisme, « grand récit de la supériorité absolue du marché en termes d'efficacité pratique comme en termes de calcul » (p. 263). Selon l'auteur, le néolibéralisme est une façon de gouverner les conduites en faisant en sorte que les institutions, les États, et les individus « apprennent à se comporter en sujets de plein exercice » (p. 264). Cela se traduit par de nouvelles techniques de calcul, de planification, de technologies qui incitent les individus à se faire libres. Par exemple, l'autorité du chef dans l'entreprise est négligée au profit de méthode de management par objectifs qui amènent les sujets à participer à leur propre évaluation. Cependant la vision défendue par l'auteur n'oppose pas systématiquement le gouvernement « calculateur » aux gouvernés « calculés ». Le néolibéralisme serait une évolution contemporaine du fait libéral qui désigne le développement de nouveaux mouvements sociaux tels que les manifestations de mai 1968 ou encore le mouvement écologiste et libertarien, nés d'une demande forte de liberté et d'émancipation. Ces mouvements autrefois oppositionnels et contestataires se sont déplacés vers les négociations entre les ONG et le monde des affaires. Parler de néolibéralisme ne doit pas sous-entendre que la rhétorique du calcul remplace les précédentes. De telles techniques se superposent aux principes démocratiques traditionnels : à l'élection des gouvernants s'ajoute l'évaluation des politiques publiques par les objectifs et leurs bénéfices.

L'exposé des cas qui composent *Le Gouvernement des technosciences* donne lieu à de longs développements historiques et fait référence à des organisations et des dispositifs internationaux qui peuvent ne pas être connus de tous. En définitive, cette avalanche de dates, détails et autres acronymes pourra décourager un certain nombre de lecteurs en quête d'informations générales sur la conceptualisation des technosciences et de leur gouvernement. Toutefois, au-delà de ces remarques, il faut retenir qu'à travers ses analyses denses et documentées, l'ouvrage couvre près de cinquante ans d'histoire politique, économique et géopolitique dans le domaine des technosciences. Il révèle avec finesse l'autorité que peuvent avoir les pratiques fondées sur l'engagement, la transparence ou encore la participation des populations. À ce titre, le pouvoir, la gouvernementalité et le néolibéralisme semblent bénéficier d'une théorisation plus avancée que la notion de technosciences. Il appartient donc à chacun de tirer les conséquences de ce vaste panorama pour étudier le champ des relations entre science, technique et société.

Vincent Carlino

CreM, université de Lorraine, F-57000
vincent.carlino@univ-lorraine.fr

André RAUCH, *Luxure. Une histoire entre péché et jouissance*
Paris, A. Colin, 2016, 256 pages

Après avoir publié une histoire de la paresse très documentée (*Paresse. Histoire d'un péché capital*, Paris, A. Colin, 2013), André Rauch poursuit sa quête en traquant à présent un autre « péché capital » : la luxure. Du Moyen Âge à nos jours, son analyse piste et interprète les glissements sémantiques, les usages, les pratiques et les représentations d'une notion, qui loin d'être un en-soi, reste prise dans des dispositifs historiques et sociaux qui l'organisent et lui donnent sens.

Entre péché et jouissance, le sous-titre déjà annonce le mouvement d'une pensée puisant aux sources d'une histoire riche de ses archives, mais rôdant aussi avec bonheur dans les contrées de l'art ou encore de la littérature. Page après page, une histoire des corps, du désir, de la « fornication », des tabous, des permissivités, des normes et de leurs transgressions, ou encore de la jouissance et de l'intime prennent vie sous nos yeux. Entre ressemblance et dissemblance, André Rauch étire sa démonstration en posant sur cette longue durée une pluralité de regards dissociants. Dans la lignée d'une approche culturelle de l'histoire, il semble faire sien le mot d'Héraclite : « On ne se baigne pas deux fois dans le même fleuve ». Pur/impur, peur/

ravissement, raison/sensation, péché/jouissance, vice/vérité, etc., s'enlacent pour donner corps à un récit où s'entrelacent les corps, leurs émois, leurs délices, mais aussi la peur de l'interdit, les joies de la transgression. D'une plume alerte, l'ouvrage montre avec brio combien le corps, ses usages et ses représentations, reste une formidable réserve de sens qui incarne à merveille le fini-illimité de l'homme. À même la chair, cette histoire fait émerger les traces d'une humanité à la fois forte et fragile, vulnérable et puissante qui sans cesse invente et s'invente. Qu'on en juge !

Tout commence à l'orée du Moyen Âge, lorsque, née d'une discordance entre le pur et l'impur, la luxure corrompt la chair, transgresse la morale et les saints sacrements. Dans cet univers, les moines, leurs pratiques et leur éthique deviennent les modèles d'un idéal sanctionnant chaque écart de conduite. Exit les ardeurs cantonnées aux « zones inférieures du corps », terminés les « élancements du bas-ventre agitant la chair dans ses parties les plus secrètes ». Un surmoi social veille, il s'appelle religion. Devenue suspecte, la jouissance reste synonyme d'égarement et de péché capital. Objet de toutes les tempérances, le corps docile et vertueux devient la bible du bon chrétien. Et surtout, gare aux « tentations » du Malin, car « le démon de la luxure attaque les zones charnelles » (p. 10). Sous le regard attentif des Pères de l'Église, mesure et modération restent l'Alpha et l'Omega d'une société vantant les attraits de la continence et promettant l'enfer à tous les concupiscent. Mais là où croit l'interdit, croît aussi les raffinements et les plaisirs de la transgression. Les ardeurs de la chair s'enivrent alors d'un parfum de liberté. Entre transgression et interdit, le sensible prend place au cœur de la morale et du politique.

Avec la montée en puissance de l'individu comme être de choix (libre ?), la Renaissance va renouveler ces usages. Le verre à la main, les poètes chantent la gloire d'un mode d'existence où amour et sensualité unissent les amants au creux d'un même lit. La luxure quitte les contrées du péché. Si jusque-là, il fallait préserver la chasteté du corps et obéir à la raison pour résister à la tentation, il convient à présent d'idéaliser les passions et les sentiments. Le mot d'ordre ? Faire du plaisir une leçon de vie et accueillir pleinement chaque instant qu'offre la jouissance du présent. Mieux ! Par les voies de la chair, naît le désir d'accéder à des splendeurs inconnues. La ville sainte n'est pas épargnée par ce changement de mentalité. En des pages lumineuses, André Rauch décrit les attraits de la lubricité au palais pontifical. Foisonnantes et variées, les sources abondent. Lors de certaines fêtes, après avoir fait bombance, on se délecte à la vue de courtisanes